

## Café Europe du 14 février 2005

### POLOGNE ET ESPAGNE FACE A LA CONSTITUTION EUROPEENNE

Après l'échec de la CIG, quels points communs ont conduit ces deux grands pays à s'opposer au projet de Constitution européenne développé par la Convention ?

Leur opposition a porté sur trois points :

- combien de voix accorder à leur pays ? Selon le projet de Constitution, ce nombre de voix est proportionnel au nombre d'habitants de chaque pays (39 M de polonais; 41 M d'espagnols; 59 M de français, 82 M d'allemands), alors que Nice leur avait accordé l'avantage du statut de "grands" pays, donc une égalité avec des pays dont la population est nettement plus élevée.
- chaque pays aura-t-il "son" commissaire européen ? Soit 25 Commissaires ?
- la Constitution fera-t-elle référence aux racines "chrétiennes" de l'Europe ? Ce point ne semble pas avoir été central dans leur opposition, même s'il est important sur le plan culturel.

#### La Pologne face au projet de Constitution

Malgré les gros efforts fournis, ce pays, nouvel entrant, est encore loin de remplir les conditions parfaites pour son adhésion.

Les français et les allemands reprochent à la Pologne, leur partenaire dans l'Europe, d'avoir préféré sur le plan international se ranger du côté des Etats Unis (choix des F16; soutien des américains dans la guerre d'Irak). Les polonais, quant à eux, expriment leur amertume d'avoir été "laissés pour compte" durant leurs années de lutte contre le communisme stalinien, d'avoir été insuffisamment soutenus ces dernières années par le couple franco-allemand. Ils expriment aussi une rémanence de leur peur des voisins russes, et donc leur besoin du bouclier américain en l'absence d'une défense européenne.

#### L'Espagne face au projet de Constitution

L'Espagne d'Aznar a développé un sentiment souverainiste qui nous semble surdimensionné. La peur du couple franco-allemand l'a-t-elle déterminée à opter pour cette stratégie ? Et pourtant, elle a bénéficié, notamment au nord et au sud, de larges subventions européennes; cette assistance aux efforts économiques de la population et de ses dirigeants, leur a permis de se hisser en quelques années au niveau des grandes puissances européennes.

#### Comment l'Espagne et le Portugal perçoivent-ils l'Union européenne ?

- comme une Europe seulement économique, une "grande Suisse", où chaque canton/pays vise ses intérêts économiques; laissant à chaque pays le soin d'exercer son influence politique?
- aussi comme une Europe politique, fondée sur des valeurs communes et humanistes, susceptible d'exporter son modèle démocratique et de prendre elle-même ses responsabilités dans les enjeux internationaux ?

Les derniers mois ont donné une impression de jeu assez personnel.

### **Faut-il satisfaire leur demande de maintenir un Commissaire par Etat ?**

Comme le soulignait un intervenant, on ne peut dénier à un pays le droit de défendre la présence d'un commissaire de "son" Etat au sein de la Commission pour y protéger ses intérêts nationaux. Même si elle n'est pas censée représenter les intérêts étatiques, la Commission demeure l'organe permanent par excellence de l'Union européenne. Il paraît en effet difficile de ne pas leur accorder cette option, du moins dans un premier temps. Ensuite, le besoin d'efficacité conduira l'Europe des 25 à en venir à une Commission plus réduite.

### **Respecter les avantages acquis de Nice ?**

Doit-on offrir aux 10 nouveaux entrants un appartement tout fait "clés en main" ou leur proposer de construire peu à peu l'Europe, avec des organes institutionnels s'adaptant à sa dimension élargie ? On peut craindre que le maintien du traité de Nice et l'absence de cadre institutionnel efficace nuisent au fonctionnement des institutions, notamment parce que le recours à l'unanimité y est encore trop présent. Cependant, l'Europe reste un chantier en pleine construction où toutes les opportunités semblent possibles.

L'Europe ne sera jamais figée, elle sera toujours une histoire qui se construit.

### **Qui souhaite poursuivre la construction d'une Europe politique ?**

Faut-il entendre la position de la Pologne et de l'Espagne comme une renonciation durable à la PESC, à une Europe de la Défense, en bref à une Europe politique ?

Faut-il au contraire penser qu'il ne s'agit que d'une prise de position circonstanciée, qui ne remet pas en question leur volonté de s'unir à leurs partenaires pour former une Europe élargie qui saura défendre ses intérêts, y compris sur le plan politique ?

Plusieurs événements récents ont montré un recul de la construction européenne :

- recul de la PESC : cassure entre l'Espagne, la Pologne et l'Angleterre qui ont participé activement à la guerre d'Irak, et l'Allemagne et la France qui s'y sont fermement opposées
- recul de l'engagement des dirigeants politiques européens ; ils considèrent la question européenne comme plutôt accessoire, utile seulement dans la mesure où elle sert leurs intérêts personnels (on ne peut demander à une dinde de choisir d'être la dinde de Noël).
- recul des français et des allemands face à la règle des 3% de déficit budgétaire : on est les champions de la construction européenne, mais si une règle nous gêne, on ne la respecte pas.

### **Pourtant cette Europe politique nous paraît essentielle**

Ce sera une Europe démocratique qui intégrera et s'appuiera sur toute la richesse des cultures (gauloise, égyptienne, juive, grecque, romaine, byzantine, germanique, arabe,...) et des valeurs de ses 25 pays (démocratie, droits de l'homme, place des femmes, solidarité,...).

Les racines chrétiennes de l'Europe en sont un élément, il ne viendrait à personne l'idée de nier le rôle joué par les églises chrétiennes dans la construction européenne au fil des siècles. Le livre blanc publié par la Commission européenne " *A la recherche de bases culturelles communes pour construire l'Europe*" marque bien cette volonté de prendre pour fondations de la construction européenne toutes ces valeurs ; elles constituent notre histoire européenne, et elle ont permis toute l'énorme richesse culturelle de notre Europe des 25, de l'Irlande à Chypre, de la Finlande au Portugal.

Sandra MAIGRE

LA MAISON DE L'EUROPE 78